

munication économiques. Par plusieurs de ces points, les doléances agricoles touchent à la politique ; c'est ce qu'ont fait justement sentir deux orateurs de l'opposition, MM. Magnin et Picard ; c'est pour ce motif que nous eussions préféré, comme eux, l'enquête parlementaire à l'enquête administrative. M. Picard a indiqué avec son esprit ordinaire, et en illustrant son argumentation d'anecdotes piquantes, les obstacles que l'esprit d'association, auxiliaire si naturel et si utile des intérêts agricoles, rencontre dans la législation politique ou dans l'intolérance administrative. L'étude attentive de tous les intérêts nous ramène constamment à la même impasse : tous les intérêts souffrent de l'insuffisance des libertés publiques. On refuse à des agriculteurs l'autorisation de former des associations, de publier des journaux. Il était utile de prendre acte de tels faits au moment où M. Buffet, esprit si net et si modéré, soutenu par un groupe respectable de députés de la majorité, attendu avec une curiosité impatiente et d'avance applaudi par le public, va développer l'amendement relatif aux progrès des libertés. La logique des choses finira par prévaloir. La liberté économique travaillera infailliblement au profit de la liberté politique. Les intérêts qui vivent de la protection ne peuvent faire autrement que de se courber sous la tutelle du pouvoir ; mais les intérêts livrés aux chances de la concurrence ont le droit d'exiger l'affranchissement politique. La liberté politique est nécessairement le terme d'échange et de compensation de la liberté économique.

Les pronostics fâcheux que l'on émet depuis quelque temps sur le ministère anglais semblent bien

près de se réaliser. Des bruits très accrédités s'étaient répandus il y a quinze jours, sur une dislocation intérieure du cabinet du comte Russell. On assurait que le noble lord avait remis sa démission à la reine, et lui avait conseillé de s'adresser au duc de Somerset pour la formation d'un nouveau ministère. On supposait que cette crise était la conséquence de dissentiments qui seraient survenus entre lord Russell et le duc de Somerset et plusieurs autres de ses collègues. Les dissidences s'étaient élevées sans doute à propos des détails du bill de réforme annoncé par le discours de la couronne. L'éclat pourtant n'a point eu lieu, et l'accord s'est sans doute rétabli aux dépens du bill, dont M. Gladstone a exposé avant-hier à la chambre des communes l'économie mesquine, tronquée et chancelante.

Il faut être juste envers lord Russell, il est la victime de la réaction qui devait suivre inévitablement un état de choses bizarre dont l'Angleterre s'était complu à prolonger la durée. Les Anglais s'étaient accoutumés au repos d'une verte et heureuse vieillesse pendant les dernières années de la vie de lord Palmerston. Leur politique, et ils en étaient joyeux et fiers, consistait à ne rien faire. Pourquoi fatiguer et troubler en son grand âge le fin et gai vieillard qui leur faisait l'honneur de leur servir de premier ministre ? Cette sénilité était comme une grâce providentielle qui avertissait les Anglais de ne point tourmenter leurs institutions intérieures, de se tenir à l'écart de toutes les grandes affaires extérieures, et leur permettait de vaquer exclusivement aux labours richement rémunérés de leur industrie et de leur commerce. On avait du répit